



CONGRÈS MONDIAL DE LA NATURE DE L'UICN
3 au 11 septembre 2021, Marseille, France

**Période de grâce pour le paiement des cotisations 2020,
compte tenu des circonstances exceptionnelles générées
par la pandémie de COVID-19**

Action requise : Le Congrès mondial de la nature est invité à CONSIDÉRER le projet de décision suivant proposé par le Conseil de l'UICN.

PROJET DE DÉCISION

Le Congrès mondial de la nature de l'UICN,

Ayant examiné la proposition du Conseil de l'UICN en réponse aux demandes d'un certain nombre de Membres de l'UICN confrontés à des difficultés financières en raison de la pandémie de COVID-19 ;

Décide, à la lumière des circonstances exceptionnelles générées par la pandémie, d'accorder aux Membres de l'UICN énumérés en annexe¹ de cette motion et ayant déclaré un retard de paiement des cotisations 2020 en conséquence directe de la pandémie tout en étant à jour du paiement de leurs cotisations pour toutes les années précédentes, une période de grâce pour le paiement des cotisations 2020 jusqu'au 31 décembre 2021 et, exceptionnellement, la suspension de l'application de l'article 13 (a) des Statuts jusqu'à la fin de cette période de grâce, permettant ainsi à ces Membres de l'UICN d'exercer tous leurs droits de Membre, y compris en ce qui concerne les élections, le vote et les motions, à compter de l'entrée en vigueur de cette décision et jusqu'à la fin de la période de grâce.

Décide que la présente décision entrera en vigueur à l'issue de la 1ère session de l'Assemblée des Membres le 4 septembre 2021.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Proposition du Conseil

En réponse aux demandes d'un certain nombre de Membres de l'UICN confrontés à des difficultés financières en raison de la pandémie de COVID-19, le Conseil de l'UICN, sur proposition de son Bureau, propose que les Membres de l'UICN présentant un retard de paiement des cotisations 2020 en conséquence directe de la pandémie et tout en étant à jour du paiement de leurs cotisations pour toutes les années précédentes, se voient accorder une période de grâce pour le paiement de la cotisation 2020 jusqu'au 31 décembre 2021, afin qu'ils puissent exercer leurs droits de Membre lors du prochain Congrès ([Décision du Bureau B96/4](#), approuvée par le Conseil le 2 août 2021, [décision C/XXIV](#)).

Étant donné que les Statuts de l'UICN ne prévoient pas la possibilité d'accorder une exception à leur article 13 concernant les conséquences d'un non-paiement des cotisations

¹ A établir et publier après la date limite de dépôt des demandes (20 août 2021).

sur les droits des Membres et d'annuler ainsi la suspension des droits d'un Membre résultant d'un tel non-paiement, le Conseil de l'UICN, sur proposition de son Bureau, a décidé de soumettre sa proposition à décision du Congrès mondial de la nature.

La justification de la proposition, ainsi que les préoccupations exprimées par le Secrétariat et la Conseillère juridique au sujet de celle-ci, sont présentées dans les extraits du résumé de la 94e réunion du Bureau et du compte rendu résumé de la 96e réunion du Bureau (ci-après).

La proposition, si elle est approuvée, entraînerait une réduction des revenus de l'UICN de l'ordre de 215 000 CHF, en supposant que les 83 Membres n'ayant pas payé leurs cotisations 2020 tout en étant à jour de toutes les cotisations des années précédentes ne paieraient pas les cotisations 2020 avant fin 2021.

Processus

Avec l'accord du Bureau, le Secrétariat a appliqué le mécanisme suivant afin de déterminer quels Membres de l'UICN pourraient bénéficier de la période de grâce, si la proposition du Conseil était adoptée par les Membres de l'UICN :

- a. le Secrétariat a invité les 83 Membres de l'UICN n'ayant pas payé leurs cotisations 2020 alors qu'ils étaient à jour de toutes les cotisations des années précédentes (au 2 août 2021) à publier sur une page du Portail de l'Union, avant le 20 août 2021, une déclaration sur l'honneur indiquant que ce non-paiement était une conséquence de la pandémie de COVID-19, accompagnée d'une demande de leur accorder une période de grâce se terminant le 31 décembre 2021 pour payer leurs cotisations, et que l'application de l'article 13 (a) des Statuts soit suspendue jusqu'à la fin de cette période de grâce ;
- b. toutes les déclarations de Membres reçues sur la page du Portail de l'Union avant le 20 août 2021 sont jointes à la présente motion² et ont été publiées en tant que document officiel du Congrès.

Entrée en vigueur

Afin de permettre aux Membres de l'UICN concernés par la présente motion du Conseil de voter pour les élections et autres questions pendant le Congrès, celle-ci est soumise à l'Assemblée des Membres pour examen et décision lors de sa 1ère session, le 4 septembre 2021.

Par conséquent, si elle est approuvée, la motion entrera en vigueur dès la fin de la 1ère session de l'Assemblée des Membres, le 4 septembre 2021, à temps pour le vote en ligne sur les élections débutant le 4 septembre 2021.

Sur la base de l'avis du Conseiller juridique de l'UICN, la motion requiert une majorité des deux tiers des voix exprimées dans la Cat. A et une majorité des deux tiers des suffrages exprimés dans la cat. B et C combinés (art. 107 des statuts) car une telle décision entraînerait la suspension de l'application de l'art. 13 (a) des Statuts ou ne pas appliquer cette disposition statutaire dans une situation concrète en raison des circonstances exceptionnelles de la pandémie. Une telle décision exceptionnelle aurait le même effet qu'un amendement dans le cas concret et ne pourrait donc être adoptée qu'à la même majorité que pour un amendement de l'art. 13 des Statuts.

² A établir et publier après la date limite de dépôt des demandes (20 août 2021).

Si la motion est approuvée lors de la 1^{ère} session, le Secrétariat apportera les ajustements nécessaires aux différents systèmes du Congrès afin de corriger les données d'accréditation de ces Membres conformément à la décision, ces données alimentant le système de vote en ligne pour les élections et le système de vote électronique sur place pour les motions et autres décisions. Cela permettra aux Membres de l'UICN bénéficiant de la période de grâce d'exprimer leur voix lors du vote en ligne sur les élections qui débutera le 4 septembre 2021, ainsi que pour tout autre point de décision à partir de la 2^e session de l'Assemblée des Membres (débutant le 8 septembre 2021), soit par le biais de leur délégation présente sur place, soit par procuration.

Ces ajustements pourraient impliquer un retard de 3 à 6 heures quant au début du vote en ligne sur les élections, bien que les élections en ligne se termineraient toujours à 18h00 UTC le 7 septembre 2021.

Conséquences sur les droits des Membres de l'UICN en cas d'adoption

Les Membres de l'UICN énumérés en annexe de cette motion sont encouragés à payer leurs cotisations pour les années 2020 et 2021 avant le 31 décembre 2021, car après cette date, la période de grâce sera terminée.

Cela signifie que, en application de l'article 13 (a) et (b) des Statuts, les Membres de l'UICN :

- i. ayant payé leur cotisation 2020 mais pas leur cotisation 2021 avant le 31 décembre 2021 seront considérés comme présentant un retard de paiement d'un an, ce qui entraînera *ipso facto* la suspension de leurs droits concernant les élections, le vote et les motions au 1^{er} janvier 2022 ;
- ii. n'ayant pas payé leurs cotisations 2020 ni 2021 au 31 décembre 2021 seront considérés comme présentant deux ans d'arriérés de paiement, ce qui pourra conduire, en plus de la suspension indiquée au paragraphe i), à l'annulation de tous les droits restants, sous réserve d'une décision du Congrès mondial.

Organisations who applied for a grace period for the payment of IUCN membership dues for 2020 before the 20 August 2021 deadline

Organisations qui ont demandé une période de grâce pour le paiement de la cotisation 2020, avant le délai du 20 août 2021

Organizaciones que solicitaron un período de gracia para el pago de las cuotas de membresía de la UICN para 2020 antes de la fecha límite del 20 de agosto de 2021

1	Association Vive le Paysan Nouveau	NG/24879	Benin/Bénin
2	Madagascar Institut pour la Conservation des Ecosystèmes Tropicaux	NG/25724	Madagascar
3	Réseau Association Khnifiss	NG/25722	Morocco/Maroc/Marreucos
4	RIAT-Congo	NG/25017	Congo
5	Centre for Environmental Studies and Development in Cameroon	NG/1413	Cameroon/Cameroun/Camerún
6	Mai Khao Marine Turtle Foundation	NG/25445	Thailand/Thaïlande/Tailandia
7	Fiji Department of Environment	ST/25110	Fiji/Fidji
8	Nature Conservation Union of the Democratic People's Republic of Korea, NCUK (DPR)	NG/229	Democratic Republic of Korea (DPR)/ République démocratique de Corée República democrática de corea
9	Asociación Club de Jóvenes Ambientalistas	NG/24694	Nicaragua
10	Fundación Hondureña de Ambiente y Desarrollo VIDA	NG/1448	Honduras



INTERNATIONAL UNION FOR CONSERVATION OF NATURE

94th Meeting of the Bureau of the IUCN Council

Held by conference call on 15 June at 2 PM UTC and 21 June 2021 at 10 AM UTC

Extract from the Summary

[...]

Agenda Item 6: Members facing difficult financial situations and unable to pay their full dues as a result of the pandemic

Enrique Lahmann, Global Director Union Development Group and Sandrine Friedli Cela, Legal Adviser repeated the highlights from their presentation made during the 93rd Bureau meeting. (*B93/2 PPT Members facing difficult financial situations*)

During the discussion, some Bureau members acknowledged that less Members than anticipated were affected by this issue and adopting special measures might open the door for more requests.

Other members of the Bureau were of the view that a number, albeit small, of IUCN Members were facing significant distress as a result of the pandemic which justified a response given the exceptional circumstance of the pandemic. Among the solutions mentioned were:

- a) a Council decision to postpone the obligation to pay the dues for 1 year for Members formally requesting it. If they were unable to pay within 1 year, then normal statutory requirements would again prevail;
- b) a Council decision to submit a motion to Congress for approval during the 1st sitting of the Members' Assembly allowing postponement of dues for the Members facing financial distress as a direct result of the pandemic. This would require a mechanism allowing Members to successfully petition in advance of the Congress so that, if approved by Congress, they can exercise their Member rights during Congress.

The Global Director Union Development Group reminded the Bureau of the fact that, statistically, there was no difference between the number of Members in arrears before and after the beginning of the pandemic and that, in fact, more dues have been received in 2021 than at this same time in 2020. When Council approved the Membership Dues Guide 2022-24 in September 2020, it also established a lower dues category for Members with less income, as well as a motion to Congress requesting the next Council to study the issue of Members facing financial difficulties (including as a result of the pandemic). He suggested that, before taking a decision, the Secretariat studies the practical issues such as the mechanism by which to identify Members who would be entitled. Also, if it depended on a decision of the Congress, it could not apply to the Members voting online for elections if they were opened prior to the Members' Assembly. He also raised a capacity issue for the Secretariat because, so close to the beginning of the Congress, the entire Membership Unit (1.6 FTE) was fully engaged in preparations for the Congress.

The Legal Adviser reminded the Bureau that Article 13 of the Statutes provided the automatic suspension of a Member's rights if their dues are one year in arrears and that it was the Members' prerogative to provide exceptions to the Statutes. A Council decision could be contested at the Congress for non-conformity with the Statutes, in particular by Members who are facing problems to pay their dues for reasons other than the pandemic.

The IUCN President cautioned that, while it was acceptable for Council and Congress to request the next Council to study how to address for the long term the issue of Members facing financial problems, ignoring the impact of the pandemic on IUCN's Members would raise ethical and political issues and badly affect IUCN's credibility. While individual cases of Members not paying, e.g. because of economic reasons, could be dealt with on a case by case

basis, it was different for the problems caused by the pandemic which is a global crisis. He suggested that in the proposal [*described in littera b) above*], Members would qualify only if they had been in order with paying their dues prior to 2020.

On the proposal of the IUCN President, the Bureau decided to present this proposal [*described in littera b) above*] to the Council at its 104th meeting together with the background material provided by Secretariat and that the Secretariat be given time to study a mechanism.

BUREAU DECISION B94/3

The Bureau of the IUCN Council,

Having considered the requests from a number of IUCN Members facing financial difficulties as a result from the Covid-19 pandemic,

Decides to present to the IUCN Council for its consideration at its 104th meeting, together with the background material provided by the Secretariat, a proposal that Council submits to the IUCN World Conservation Congress (Marseille, 3-10 September 2021) for approval a motion granting postponement of the obligation to pay the 2020 dues to IUCN Members which have been in arrears of paying them as a direct result from the pandemic, so that these Members may exercise their membership rights during the 2021 Congress;

Requests the Secretariat, if Council so decides, to develop a mechanism to identify IUCN Members meeting the requirements of Council's proposal to Congress [*in time for the Bureau to approve the mechanism as well as the text of the Council motion*].

94th Meeting of the Bureau of the IUCN Council, 15 and 21 June 2021

List of attendees

PRESIDENT

- Zhang Xinsheng

VICE-PRESIDENTS

- John Robinson
- Ana Tiraa

TREASURER

- Nihal Welikala (only present on 15 June 2021)

REPRESENTATIVE OF THE COMMISSION CHAIRS

- Antonio Benjamin, Chair of the World Commission on Environmental Law

CHAIRS OF THE STANDING COMMITTEES OF THE IUCN COUNCIL

- Jennifer Mohamed-Katerere, Governance and Constituency Committee (GCC)
- Ayman Rabi, Finance and Audit Committee (FAC)
- Jan Olov Westerberg, Programme and Policy Committee (PPC)

REGIONAL COUNCILLORS

- Mamadou Diallo
- Jenny Gruenberger

DIRECTOR GENERAL

- Bruno Oberle

OTHER PARTICIPANTS:

Sandrine Friedli Cela, IUCN Legal Adviser

Enrique Lahmann, Global Director Union Development Group

Louise Imbsen, Governance Assistant

Luc De Wever, Senior Governance Manager, Secretary to Council



Members facing difficult financial situations and unable to pay their full dues as a result of the pandemic

Important facts and figures

- Based on a proposal from Council, approved in September 2020 (100th Council), Members approved, by online vote in February 2021, the Dues Guide, including the dues reassessment process (taking effect in 2022) and gave a mandate to the 2021-2024 Council to study the issue of Members facing difficult financial situations (slide 2)
- Members facing difficult situations to pay their 2020-2021 dues, will have until 2024 to regularize their dues situation until they are withdrawn by rescission (Art.13 of the Statutes)
- Figures from past years do show that there have always been issues of Members facing difficulties to pay their dues (slide 3 and 4). Making an exception now will create a precedent.



Members facing difficult financial situations and unable to pay their full dues as a result of the pandemic

Decision on membership dues – 10 February 2021

The IUCN Members, by electronic vote taking place from 27 January to 10 February 2021:

On the proposal of the Council,

1. Approved the IUCN Membership Dues Guide in accordance with Article 20 (f) of the Statutes (Annex hereafter); and
2. Mandated the 2021–2024 Council to:
 - CONTINUE THE WORK achieved by the 2016–2020 Council on:
 - a. the issue of dues for venue-based organisations and government agencies;
 - b. the issue of the value of membership and Members facing difficult financial situations and not being able to pay their dues; and to
 - SUBMIT both proposals to IUCN Members by electronic vote before the next Congress.



Members facing difficult financial situations and unable to pay their full dues as a result of the pandemic

Dues payments analysis for 30 Members in Mexico (incl. ST), 1 in Poland and one in Vanuatu (incl. ST) who sent a request to waive their dues

Membership dues status

Member dues paid up/incl. 2021:	12
Member dues paid up/incl. 2020:	18
Member dues unpaid for 2020 (and prior) - in rescission	2

Payments processing (checked back to 2015)

Regular payments (incl. 2 new Members)	21
Irregular payments (incl. Mexico and Vanuatu States & 2 Members in rescission)	11

Membership dues status (for all Members)

Dues status	#Members	in order (dues paid up to/incl.2020)	not in order (not eligible to vote)	% not in order
May 2021	1472	1252	219	15%
May 2020	1348	1169	179	13%
May 2019	1378	1133	245	18%

Financial results Jan-April 2021 (actuals)

2021	6.6 M (CHF)
2020	5.2 M (CHF)



Members facing difficult financial situations and unable to pay their full dues as a result of the pandemic

Members with rescinded rights

Category	Bangkok 2004	Barcelona 2008	Jeju 2012	Hawai'i 2016	Online vote 2018	Online vote 2021
States	11	14	10	17	6	12
Government Agencies	11	7	12	14	15	13
National NGOs	106	89	91	111	57	83
International NGOs	10	3	6	13	1	4
Indigenous Peoples' organisations						1
Affiliates	7	2	3	6	3	3
Members on the rescission list	145	115	122	161	82	116
Total number of Members	1,060	1,141	1,272	1,394	1,461	1,461
Percentage of Members on the rescission list	13.7%	10.1%	9.6%	11.5%	5.6%	7.9%
Total number of Members withdrawn one year after Congress	80	87	78	87	53	
Percentage withdrawn Members out of those from the rescission list	55.2%	75.7%	63.9%	54.0%	64.6%	0.0%



Members facing difficult financial situations and unable to pay their full dues as a result of the pandemic

Legal considerations

(Summary of legal advice from January 2020)

- All IUCN Members have an obligation to pay their membership dues (Stat. 12 c) (iii) and Reg. 24); Membership dues contribute to the income of IUCN (Stat. 85)
- The Statutes do not foresee any exception to this rule that would apply in exceptional circumstances. To the contrary, the non-respect of such obligations triggers the same consequences for all IUCN Members.
- The suspension of the right of Members in connecting with elections, voting and motion and the withdrawal of members whose right have been rescinded by the Congress decision is automatic (Stat. 13). Council has no margin of appreciation. Council may however decide the date of submission of rescission list to online vote (every 2 years).
- The criteria for the application of Stat. 48 are not met. Figures show that circumstances are not exceptional compared to previous years. Granting an exception would have an impact on the financial plan already approved by IUCN Members, it would be in contradiction with the Members' decision (Jan. 2021) giving a mandate to the next Council and would set a precedent.



INTERNATIONAL UNION FOR CONSERVATION OF NATURE

96th Meeting of the Bureau of the IUCN Council

Held by conference call on 14 July 2021 from 2 to 5 PM UTC

Extract from the Summary Minutes

[...]

Agenda Item 3: Members facing difficult financial situations and unable to pay their full dues as a result of the pandemic

The IUCN President recalled that on 21 June, the Bureau decided to propose to Council on 22 June that it submit a motion to Congress for approval during the 1st sitting of the Members' Assembly allowing postponement of dues for the Members facing financial distress as a direct result of the pandemic. This would require a mechanism allowing Members to apply in advance of the Congress so that, if the motion is approved by Congress, the Members whose application was successful, can exercise their Member rights during Congress. However, the Council meeting of 22 June was adjourned before the Bureau's proposal could be presented for discussion.

The Director General advised Council and Bureau to stick to the normal procedures for the following reasons:

1. Legal concerns: according to the views of the Legal Adviser expressed at the previous Bureau meeting, the Statutes provide no space for a decision of Council or the Secretariat to lift the requirement to pay the dues nor to undo the suspension of a Member's rights as a result of non-payment;
2. Logistical concerns: in the short period before Congress the Secretariat has no capacity to design and implement new procedures;
3. Political concerns: the Secretariat should not be taking the decision whether to agree or disagree with a Member that its non-payment of dues is directly related to Covid. The Secretariat should not be put in a situation where it risks to be blamed for granting some Members the right to vote while denying it to others.

The Global Director Union Development Group added that, in February 2021, IUCN Members already adopted the Council motion approving the Dues Guide 2022-24 including a mandate to the next Council to continue examining the issues of Members facing financial difficulties and unable to pay the dues. In addition, following the introduction of the new method of calculating the dues adopted by Council, the Secretariat is already analysing approximately 600 financial statements which it has received from as many Members. To adopt a new procedure would mean to undo a lot of work already undertaken. Of the 32 Members who requested consideration of the difficulty to pay their dues, 30 have already paid the 2020 dues.

During the discussion, the following points were made:

- A member of the Bureau advised to let the Secretariat and next Council roll out the processes already agreed by Council and not to create new problems at this late moment prior to Congress;
- Other members of the Bureau emphasized the need to be responsive to exceptional circumstances facing a number of Members. The assumption is that it would only apply to a very small number of Members which may include those Members which have already written with a request but possibly also others who have not done so.
- A Bureau member observed that Council and the Secretariat have, for far too long, been unsympathetic to Members not able to pay their dues. The pandemic makes this a breaking point for many of them.

- Discussing the technicalities of the proposal, the Bureau members supporting it considered that it might require an amendment to the existing procedures to allow for exceptional circumstances. The Secretariat would not be asked to make a determination about the validity of an application, as Members should be honour-bound to make the appropriate request based on the exceptional circumstances and it will be incumbent upon Council to accept it. This exceptional situation will require decisions to be taken applying wisdom more than strict criteria.

The Director General observed that the Statutes do not allow for such a decision but that Bureau and Council take the decisions they consider necessary and explain them to the Congress. However, the Director General requests that Council makes the determination in each case. While it will provide to Council the required administrative support, the Secretariat will not have the capacity nor the right to make the determinations.

The IUCN President concluded that, with one abstention, there was agreement in the Bureau to approve the proposal. The proposal only concerns the 2020 dues and is conditional upon payment of the dues of all previous years. It is based on the exceptional circumstances defined Article 48 of the Statutes. The Council should work with the Secretariat when implementing the decision in a reasonable and prudent manner.

BUREAU DECISION B96/4

The Bureau of the IUCN Council,

Having considered the requests from a number of IUCN Members facing financial difficulties as a result of the Covid-19 pandemic,

Decides to present to the IUCN Council for decision by email ballot, together with the background material provided by the Secretariat, a proposal that Council, based on Article 48 of the Statutes in light of the exceptional circumstances created by the pandemic, submits to the IUCN World Conservation Congress (Marseille, 3-10 September 2021) for approval of a motion granting postponement of the obligation to pay the 2020 dues to IUCN Members which have been in arrears of paying them as a direct result from the pandemic, and provided they have paid the dues for all previous years, so that these Members may exercise their membership rights during the upcoming Congress;

Requests the Secretariat, if Council so decides, to develop a mechanism to identify IUCN Members meeting the requirements of Council's proposal to Congress in time for the Bureau to approve the mechanism as well as the text of the Council motion.

96th Meeting of the Bureau of the IUCN Council, 14 July 2021

List of attendees¹

PRESIDENT

- Zhang Xinsheng

VICE-PRESIDENTS

- John Robinson
- Ana Tiraa

TREASURER

- Nihal Welikala

REPRESENTATIVE OF THE COMMISSION CHAIRS

[Antonio Benjamin, Chair of the World Commission on Environmental Law, had sent apologies]

CHAIRS OF THE STANDING COMMITTEES OF THE IUCN COUNCIL

- Jennifer Mohamed-Katerere, Governance and Constituency Committee (GCC)
- Ayman Rabi, Finance and Audit Committee (FAC)
- Jan Olov Westerberg, Programme and Policy Committee (PPC)

REGIONAL COUNCILLORS

- Mamadou Diallo
- Jenny Gruenberger

DIRECTOR GENERAL

- Bruno Oberle

OTHER PARTICIPANTS:

Enrique Lahmann, Global Director Union Development Group and Congress Director
Louise Imbsen, Governance Assistant
Luc De Wever, Senior Governance Manager, Secretary to Council
Pamela Grasemann, Congress Manager (Item 2)

¹ Bureau members who left the meeting before it was finished had given a proxy to another member of the Bureau. During the discussion of agenda items 1 and 2, nine Bureau members were present or represented by proxy. During the discussion of Agenda Item 3, five members of the Bureau were present and two represented by proxy.